

Chronique Locale ROUBAIX

La loi sur les alcools et M. Eugène Motte. — M. Eugène Motte, député de Roubaix, a présenté, mercredi matin, à M. le Ministre des Finances et à M. le Directeur des contributions indirectes une délégation du Syndicat national des vins et spiritueux de France et du Syndicat du Nord.

L'honorable député leur a fait part de la surprise des intérêts pour l'application avec rétrospective de la loi sur les alcools du 10 décembre 1897.

Les commerçants ont affirmé n'avoir jamais eu connaissance des dispositions prises par l'administration pour l'application de la loi avant le règlement de l'administration publique.

M. la Ministre et M. le directeur des contributions indirectes ont promis d'examiner avec bienveillance les réclamations qui leur seraient faites, en montrant toutefois intrinsèquement à l'interprétation littérale de la loi.

L'épuration de l'Espierre. — Les maires de Roubaix et de Tourcoing auront, le mardi 27 décembre, une entrevue avec le ministre des Travaux publics, pour conférer avec lui de l'épuration des eaux de l'Espierre.

La question de l'Espierre devant la Chambre belge. — (De notre correspondant de Bruxelles.) — La nouvelle de la proposition dont vient d'être saisie la commission internationale de l'Espierre, proposition que vous avez exposée à vos électeurs, a déterminé M. Ruyset, député d'Andenne, à poser une question à M. le ministre des Travaux publics. Il demande ce qu'il y a de vrai dans cette nouvelle et quelles mesures le gouvernement compte prendre éventuellement.

M. le ministre De Bruyn répondra à cette question à la prochaine séance, c'est-à-dire le 18 janvier.

Enfin il sont arrivés ces magnifiques serins venus de la maison Roscoff, d'Hirschfeld. — Ils sont visibles au Café Prudore, rue Pauvrie, à Roubaix.

Tout le monde peut venir voir ces gentils oiseaux dont les harmonieuses roulades font, du matin au soir, un délicieux concert.

Les amateurs pourront se procurer les serins saxons à 4427d.

Voulez-vous force et santé ? Prenez les Pilules du Souci qui restaureront les fonctions de l'estomac et fortifieront l'organisme.

Un pilule : 2 francs. Dépôt à Roubaix, pharmacie Bayval, 466, rue de Lanthey.

Le vol d'un attelage à Lille. — **Aveux des volleurs.** — Nous avons appris, jeudi matin, l'arrestation, dans la soirée de vendredi, par M. Delâle, juge d'instruction, d'une compagnie aérienne qui volait de Lille à Paris.

Dix-huit d'entre eux ont avoué avoir comploté l'audacieux vol, mais on leur reproche. Ce sont Alphonse Turlerme et Ludovic Victor. Ils ont ajouté avoir mis l'attelage en dépot chez un habitant de Lille, près de Bruxelles.

Quant au troisième individu arrêté, Alfred Delâle, il n'a été point identifié.

Pour cadeaux, n'achetez pas de porte-monnaie, portefeuilles, porte-cigares, trousse de voyage, sacs, gants, etc., sans avoir visité la maison Soyer perché à l'Orme, au 19, rue de l'Orme.

La National A. VANCEZ. Joli-blouson. 99, rue National à Lille, sans exceptionnellement ouverte l'esdimanche 25 décembre et le 1^{er} janvier.

Vin d'Afrique garni par : vin rouge, 75fr. la bouteille ; vin blanc, 100 fr. la bouteille, pris à l'entrepôt à Roubaix. — Adresser les commandes, 45, rue Saint-Georges, Roubaix.

56990

TRIBUNE INDEPENDANTE

M. Dron et les collectivistes

Comme c'était prévu, l'organe attitré des collectivistes a attendu l'avant-veille du scrutin pour démasquer ces batteries et avouer publiquement son adhésion, dès longtemps consentie, à la candidature Dron, à Tourcoing.

Sur son côté, le journal de M. Dron s'est bien gardé de répondre aux questions précises posées au sujet de l'attitude que prendrait à la Chambre ce candidat s'il était élu.

Imité de son confrère collectiviste, il s'est également abstenu de souffrir mot des conditions d'entente qui valent à M. Dron le concours d'adversaires négroïdes si acharnés à sa perte.

Ce mutisme motivé permet de conclure que les collectivistes ont obtenu des gages suffisants et que M. Sivière-Evans n'est plus désormais exposé à devrir constater bientôt encore « que son parti a une fois été trompé par M. Dron ».

Comme conséquence, M. Dron ne peut ni ne veut préciser la ligne de conduite qu'il adopterait à la Chambre, il refuse de déclarer s'il appuierait le groupe progressiste ou le combattrait.

S'il avouait qu'il se propose de suivre la même attitude que lors de la dernière législature, pendant laquelle il a presque constamment voté en compagnie de Jules Cucq, du transfuge Sever et de l'infatigable de l'infatigable, tous les républicains de gouvernement le renieraient sans hésiter.

Si, au contraire, il déclarait qu'il anticollectiviste, il s'en goguette à plus reconstruire le groupe révolutionnaire de la Chambre contre les gouvernements républicains modérés, ses alliés guéristes lui tourneraient le dos.

M. Dron estime souverainement habile de ne renier personne sur ses intentions, se réservant une fois d'agir ensuite comme bon lui semble.

Il se trompe, les républicains progressistes vont d'ores et déjà fixer nettement sur l'attitude que prendront leurs mandataires.

Et quoi M. Dron fait-il ses générosités, sinon avec l'argent des contribuables.

Les allégations fantaisistes

L'Avenir, en quête d'arguments pour se faire perdre, ne trouve rien de mieux que d'attribuer à M. Albert Masurel l'élection des candidatures de MM. Lavergne, Tournaire et Bararie.

Quant à donner des preuves, on s'en garde bien, car on sait qu'il s'exposera à enregistrer des déments comme ceux qui ont paru vendredi matin.

M. Dron ne peut s'engager à combattre en toute occasion à la Chambre et ailleurs les collectivistes en compagnie desquels il votait si volontiers au Palais-Bourbon, qu'il ne réclame pas leurs suffrages aux républicains de gouvernement, il ne les aura plus.

Un républicain anti-collectiviste.

TOURCOING

La Politique Radicale

ET UNION DES REPUBLICAINS

Il faut bien que l'on sache ce qu'est cette fameuse politique radicale et que l'on montre quel rôle disolvant elle a toujours joué.

Pour les besoins d'une cause qu'il considère comme perdue, M. Dron fait un appel désespéré à l'union de tous les républicains.

Pense-t-il donc que les républicains — nous ne parlons pas de ceux qui appartiennent à cette petite chapelle appelée Solidarité républicaine, ni aux alliés d'occasion qu'il est alors prédisposé dans le camp révolutionnaire — pense-t-il donc que les républicains seront toujours dupes des manœuvres du parti radical qui ne peut régner sans diviser, et qui, par conséquent, est frappé d'impuissance.

Le discours de M. Moline à Remiremont nous revient encore à la mémoire. Il est toujours d'accord

pour nous, car la situation ici n'a pas changé, c'est la République libérale contre le radicalisme uni au parti révolutionnaire.

Ecoutons M. Dron :

« Nous avons été — disait-il — dès le premier jour, ayant même que nous n'ayons rien fait, traités en ennemis irréconciliables; et depuis lors, on n'a voulu ni nous entendre, ni nous permettre de vivre, on nous a fait une guerre implacable et sans merci, et tous les terrains ont paru bons pour chercher à nous renverser, on ne s'est pas contenté de nous interposer en nos moindres astes; tout est devenu matière et prétexte à interpellations déguisées, depuis le budget qui n'a été qu'une vaste interpellation jusqu'aux lois d'affaires les plus étrangères à la politique.

» Je crois pouvoir dire que les annales parlementaires n'offrent pas d'exemple d'un ministère aussi souvent et aussi injustement mis sur la sellette que le vôtre... La vérité, c'est que les chefs du parti radical ne voulaient plus alors de l'union de tous les républicains. Ils nous déclaraient la guerre uniquement parce qu'ils ne nous pardonnaient pas de leur avoir enviré le pouvoir et par ce qu'ils espéraient le reconquérir tout de suite grâce à leurs alliés les socialistes. »

Voilà donc bien établi le rôle joué à la Chambre par le parti radical. Il entraîna l'expédition des affaires, il force un gouvernement à recourir aux douzièmes provisoires, il empêche de poursuivre la discussion des lois d'affaires. Et tout cela pour monter constamment à l'assaut du pouvoir, pour faire échouer, avec l'aide des socialistes, la politique radicale.

« C'est là un abus de pouvoir, M. Phalépin se servait de son titre de maire pour poser sur la démission de l'assemblée.

M. Dron, qui se promenait jeudi à Neuville, accompagné du maire et du garde-champêtre, estimait sans doute que ce qui est normal qu'il faille dans une commune un appel aux électeurs en faveur de Dron.

C'est là un abus de pouvoir, M. Phalépin se servait de son titre de maire pour poser sur la démission de l'assemblée.

Il y a quatre ans M. Dron a fait rédiger par trois amis à sa dévotion une protestation parce que l'honorabla M. Delobel, prédecesseur de M. Phalépin à la mairie de Neuville, avait fait quelques déclarations en faveur de M. Barrois.

Et M. Delobel n'avait pas fait l'acte public de pression que nous constatons aujourd'hui à la charge de M. Phalépin.

Au surplus voici la lettre ouverte adressée au maire de Neuville :

« Neuville, le 23 décembre 1898.

» Monsieur le Maire,

» Vous avez adressé à moi comme à vous administré une circulaire pour nous inviter à voter en faveur de M. Phalépin.

» Nous avons bien fait, puisque M. Dron nous a rendu quelque gros service personnel, et que la reconnaissance en est devoir non seulement pour un bon chrétien comme nous, mais pour tout honnête homme.

» Permettez-moi cependant une réflexion : si vous devez de la reconnaissance à M. Dron, c'est votre affaire, payez-y vous-même ; mais nous habitants de Neuville, nous n'en devons rien.

» Du moins je suis sûr pour moi que vous agissez quand vous votez pour M. Dron.

» Monsieur le Maire,

» C'est de vos administrés »,

On peut avoir sur cette question de la révision du procès Dreyfus une opinion qu'on voudra. Mais il est un fait qui nous a toujours frappé et qui a été frappé tous ceux qui jugeaient正确地 la situation, c'est celui-ci : Au rang des plus ardents défenseurs de Dreyfus nous avons toujours rencontré le tendancier gallophobe. C'était donc d'autant plus curieux que ce qui était dit de Dreyfus était dirigé par le France que la campagne était dirigée par le monde. La France, la soutenaient, faisait ouverte et anti-française. C'est le cas du parti radical, c'est le cas de M. Dron qui se recommande de parti.

Comme conclusion, l'union de tous les républicains est impossible sur le nom de celui qui représente ici un parti frappé d'impuissance, incapable de mener à bien aucune œuvre politique et se présente aux combinaisons des pires ennemis de la France.

L'union des républicains de Tourcoing ne se fera donc pas au nom de M. Dron, mais sur le nom de M. Albert Masurel qui appartient à ce groupe important des progressistes qui veut paparemment et l'union dans le progrès social.

Les hommes d'affaires

La discussion survint, jeudi, à la Chambre, à propos du traité franco-italien prouve, comme nous avons vu, dans les centres laborieux comme les nôtres, d'avoir comme représentants au Parlement des hommes d'affaires connussons nos besoins et capables de défendre notre industrie.

M. Eugène Motte s'est fait le porte-parole autorisé des intérêts commerciaux de nos contrées. Il a montré quelle solidarité étroite il y a entre les intérêts patronaux et les intérêts ouvriers.

Le résultat suivant :

AUX ELECTEURS DES CANTONS DE TOURCOING

Le Comité de l'Union Sociale et Patriotique de Tourcoing n'a pas le droit, par les temps troublés que nous traversons, de ne pas affirmer hautement ses sympathies politiques, car la politique mauvaise peut être fatale un jour aux intérêts saisis de la Patrie.

Patriotes, avant tout, nous voterons dimanche

et lundi, pour M. Masurel, convaincu qu'il a fait acte de bons François et de bons citoyens.

Union Sociale et Patriotique de Tourcoing.

L'affiche suivante a été placardée vendredi :

AUX ELECTEURS DES COMMUNES DU CANTON DE TOURCOING

Quand on a eu le malheur d'insulter de braves gens, il est honteux de mendier leurs suffrages.

La vérité, c'est que l'assemblée a été détruite par les démons de la haine et de la haine.

Le résultat fut : M. Masurel a gagné, mais il a obtenu moins de voix que M. Dron.

Il est facile de flatter l'ouvrier, mais il est bien plus sage et plus humain de s'efforcer à lui procurer du travail et de l'emploi.

Si les politiques savent remuer les masses par des promesses fallacieuses, ils sont bien peu aptes à assurer l'existence du travailleur.

C'est pourquoi, quand il s'agit d'une représentation au Parlement, on aura tout intérêt à porter de préférence son choix sur des hommes d'affaires, des hommes pratiques, qui feront peut-être moins de bruit, mais beaucoup plus de besogne utile.

Les ouvriers de Tourcoing le savent bien, c'est pourquoi ils voteront dimanche pour M. Albert Masurel, parce qu'ils sont certains de confier leurs intérêts en bonnes mains.

Voilà comment on traite les amis !

La façon dont l'Avenir traite M. Bararie prouve une fois de plus l'autoritarisme de M. Dron.

Ah ! M. Bararie, vous avez eu l'audace de poser votre candidature, vous n'êtes plus qu'un traité !

Et toutes les améités suivent : «

Le résultat fut : M. Masurel a gagné, mais il a obtenu moins de voix que M. Dron.

Il est facile de flatter l'ouvrier, mais il est bien plus sage et plus humain de s'efforcer à lui procurer du travail et de l'emploi.

Quant à donner des preuves, on s'en garde bien, car on sait qu'il s'exposera à enregistrer des déments comme ceux qui ont paru vendredi matin.

Voilà certes que ce n'est pas fait pour amener des sympathies à M. Dron.

Le Comité Républicain progressiste.

Une grande réunion électorale à la salle des fêtes. — Aujourd'hui samedi, à 8 heures 1/2 du soir, une très grande réunion privée en faveur de la candidature de M. Albert Masurel.

Ainsi que nous l'avons annoncé MM. Decroix et Lennens de Montebello, députés, présideront cette réunion.

M. Pierre Decroix, né à Paris le 18 décembre 1838, a été député du Pas-de-Calais de 1867, ancien président de l'Assemblée de 1871, des Alpes-Maritimes en 1874, de la Gironde en 1876, conseiller d'état en 1879, membre plénipotentiaire à Bruxelles en 1880, directeur politique au ministère des affaires étrangères en 1882, ambassadeur à Rome (1891) à 1895, élu député de la circonscription de Boulogne le 21 janvier 1897, en remplacement de M. Haynal, républicain, député, Hédiou en 1895 par 10,359 voix. Rentré le 8 mai 1898 par 7,487 voix contre 6,360 à M. P. Desnoy, radical, rédacteur à l'« Illustration ». Qu'arrive-t-il ? Grâce à la politique radicale, il a fallu renoncer devant l'Angleterre.

Le parti radical est tombé ! Est-ce vous, messieurs, qui le répétez ?

Non, n'est-ce pas, et vous n'envrez pas à la Chambre un lieutenant de Brisson et de Bourgeois.

Croyez-vous que ce soit à ce titre que vous êtes élus à la Chambre ?

</div